

RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2015-2016

TABLE DES MATIÈRES

- 1 LA REVUE DE L'ANNÉE
- 2 RENCONTRES INTERNATIONALES ET DÉLÉGATIONS DE SOLIDARITÉ
- 12 CONTEXTE MONDIAL ET NÉGOCIATIONS LOCALES
- 14 CARTE : NOS ACTIONS DANS LE MONDE 2015-2016
- 18 PROJETS AVEC NOS PARTENAIRES
- 26 ALLER DE L'AVANT
- 28 NOS DONATEURS ET MEMBRES DU COMITÉ POUR LA JUSTICE MONDIALE

Le Rapport sur la solidarité internationale du SCFP 2015-2016 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. St. Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7

© SCFP 2016

Imprimé par une entreprise syndiquée avec des encres végétales sur du papier recyclé qui est fabriqué à 30% de papier recyclé post-consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Contributeurs : Mathieu Vick, Cheryl Stadnichuk, Toby Sanger, Kevin Skerrett, Archana Rampure, Irene Jansen, Stéphanie Lévesque, Kelti Cameron.

Rédactrice : Catherine Louli

Rédacteur adjoint : Philippe Gagnon

Adjoints à la rédaction : Hélène Bélanger, Manon Lajoie

Conception : Méliza Fournier

Photos : Douglas Olthuis (page couverture, pp. 5, 8, 20); Joel

Lukhovi (p.2); Michael Butler (p.3); Joane McDermott (p.7); Edward Echwalu (pp. 10,11, 16, 17, 22, 23 et page arrière); Mathieu Vick (p. 10); Emmanuel Museruka (p. 11); Tournée syndicale, Bangladesh (pp. 12,27,28); Tournée Frontlines en Colombie (p.6).

ISSN# 1920-1443

On peut se procurer une version électronique du rapport à : scfp.ca/rsi2015-2016

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE LA REVUE DE L'ANNÉE

Le SCFP national a créé le Fonds Justice mondiale car notre capacité, comme syndicat, à défendre les services publics et les bons emplois dans nos communautés est liée à la lutte internationale pour protéger les services publics et les bons emplois à travers le monde. En matière de solidarité internationale, l'expression « Penser localement, agir mondialement » est tout à fait pertinente.

Nous avons créé ce fonds pour soutenir la solidarité entre travailleurs et les efforts de syndicalisation de nos confrères et consœurs à l'étranger. À travers cette solidarité, nous avons tissé d'importants liens et créé des occasions d'échange entre syndiqués et militants du Canada et de l'étranger.

Dans la dernière année, le SCFP a participé à des actions de solidarité aux côtés d'hommes et de femmes qui luttent contre l'austérité et contre les employeurs qui s'en prennent aux droits des travailleurs, à leurs avantages sociaux, aux régimes de retraite et à la protection syndicale. Nous avons soutenu ceux et celles qui résistent aux tentatives du

privé d'abaisser les salaires et de prendre le contrôle des services publics, ici comme ailleurs. Nous avons combattu les attaques contre les droits à la dissidence et au militantisme. Nous avons travaillé sans relâche pour mettre fin aux inégalités et aux conditions favorisant les emplois précaires et mal rémunérés. Nous savons que tout cela revêt une importance capitale, partout sur la planète.

Notre rapport de 2015-2016 sur la solidarité internationale présente un survol de nos activités entreprises avec nos organisations partenaires à travers le monde. Il décrit nos réalisations au Honduras, au Nicaragua, en Colombie, à Cuba, au Bangladesh et aux Philippines.

La solidarité internationale permet de mieux comprendre le monde. Elle nous permet d'acquérir une vue d'ensemble, ce qui est fort utile lorsque vient le temps de négocier ou de participer aux campagnes électorales. Nos luttes pour la justice et la dignité sont partagées par nos consœurs et nos confrères du monde entier. Nos sorts sont liés.



Mark H. Fleury



Charles Fleury



RENCONTRES INTERNATIONALES ET DÉLÉGATIONS DE SOLIDARITÉ

21^e Conférence des parties (COP21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) PARIS 2015

La COP21, qui s'est tenue à Paris en 2015, a captivé la planète entière. Pour plusieurs, la signature de l'accord de Paris sur les changements climatiques constitue un moment charnière. Les pays se sont en effet engagés à lutter contre les changements climatiques et à limiter le réchauffement de la planète à moins de 2 °C, l'idéal visé étant de 1,5 °C.

En décembre 2015, le SCFP a envoyé une délégation à Paris pour participer aux négociations et aux pourparlers sur la crise climatique, aux côtés de représentants du mouvement syndical mondial. L'accord de Paris n'est pas aussi musclé que les syndicalistes l'espéraient, car il ne force pas l'ensemble des pays à revoir leurs cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020. D'autres groupes de la société civile, notamment d'importants groupes autochtones, ont vertement critiqué l'accord. Selon eux, l'accord facilitera la privatisation et la marchandisation des terres et de l'environnement, car il laisse croire, à tort, que la lutte aux changements climatiques passe par des mécanismes issus de l'économie de marché.

Le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury, a prononcé

CHARLES FLEURY CHEF DE LA DÉLÉGATION
DU SCFP À LA 11^e CONFÉRENCE RÉGIONALE
INTERAMÉRICAINNE DE L'ISP
MEXIQUE, AVRIL 2015

un discours au Forum syndical sur les emplois climatiques organisé par le Congrès du travail du Canada. Il a parlé du rôle primordial du secteur public dans la production d'électricité et de la transition juste vers une production énergétique 100 pour cent renouvelable. Pour le mouvement syndical, une transition juste consiste à créer de bons emplois qui favorisent l'équité sociale et qui bénéficient notamment aux travailleurs racisés et aux communautés.

Le Canada est l'un des rares pays à avoir appuyé le concept de transition juste. Il doit maintenant respecter ses engagements en se dotant d'un plan national ambitieux d'ici 2020. La société civile et les syndicats devront faire preuve de vigilance pour que ce plan pour une transition juste devienne réalité.

11^e Conférence régionale interaméricaine de l'ISP MEXIQUE 2015

La Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) de l'Internationale des services publics (ISP) réunit tous les cinq ans les syndicats affiliés de l'ISP des trois Amériques et des Caraïbes.

Le SCFP a assisté à l'édition 2015 qui se tenait à Mexico sous le thème *Faire progresser les droits syndicaux dans la lutte en faveur de services publics de qualité*.

La conférence était précédée d'une série d'activités et de rencontres, dont des réunions par secteur et par dossier. Les représentants du SCFP ont fait des exposés et présenté des rapports lors des réunions sur l'énergie, l'éducation, la santé, l'eau, le secteur municipal, les femmes, le racisme et la xénophobie, la communauté LGBT, le commerce et l'investissement, les régimes de retraite et les changements climatiques.

La conférence comme telle se déroulait sur deux jours. Des rapports sur les rencontres pré-conférence et des comptes rendus sur la situation dans les différents pays et régions ont été présentés. Plusieurs résolutions et un plan d'action quinquennal ont été débattus. À la demande du SCFP, l'ISP s'est engagée, par résolution, à :

- s'opposer officiellement au projet de loi C-51 (loi anti-terroriste de 2015) par voie de lettre adressée au premier ministre du Canada et à son cabinet, lettre qui détaillera



les dangers bien réels que laisse planer ce projet de loi sur la liberté d'expression, la liberté d'association, les droits de la personne et la démocratie.

- soutenir tous les efforts que déploie le mouvement syndical canadien pour s'opposer à la loi antiterroriste en répondant aux appels urgents à envoyer des lettres et des courriels ou à sensibiliser par la voie des réseaux sociaux.
- soutenir activement le mouvement syndical canadien en contactant et en intéressant, à l'échelle mondiale, les syndicats et les groupes de la société civile qui, comme nous, craignent que la loi antiterroriste serve à bâillonner la dissidence légitime envers les politiques gouvernementales, qu'elle cible les minorités et les communautés marginalisées de manière disproportionnée et qu'elle sape la solidarité entre travailleurs.

La solidarité au Bangladesh DHAKA 2015

Il est possible qu'en voyant le mot « Bangladesh », vous pensiez automatiquement à la tragédie du Rana Plaza. Le 24 avril 2013, une manufacture de la périphérie de Dacca s'est effondrée, tuant plus de 1100 travailleurs et en blessant 2500. Lorsque des fissures sont apparues dans les murs et les plafonds, on a battu certains employés pour qu'ils se remettent au travail. Les Canadiens ont été horrifiés d'apprendre que des marques connues, comme Joe Fresh, une filiale de Loblaws,

faisaient affaire avec une manufacture où les conditions de travail étaient si épouvantables.

Les consommateurs canadiens et de l'ensemble des pays développés ont appris qu'au Bangladesh, des travailleurs souffrent pour que nous puissions acheter des vêtements bon marché. L'industrie du prêt-à-porter emploie environ 4,2 millions de Bangladais.

Une délégation syndicale composée de représentants du SCFP, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, d'UNIFOR, du Syndicat des Métallos et du Congrès du travail du Canada s'est rendue au Bangladesh. Les membres de la délégation ont été reçus par une organisation partenaire, le Centre de solidarité avec les travailleurs du Bangladesh (BCWS). Le centre a organisé des rencontres avec des travailleurs, des organisateurs syndicaux et des militants. Le BCWS nous a permis d'entendre de vive voix des témoignages expliquant les conditions de travail de ces travailleurs.

La majorité des millions de travailleurs du prêt-à-porter sont de jeunes femmes de la campagne bangladaise qui migrent vers la ville et qui, n'y trouvant pas de travail, se rabattent sur cette industrie. Au Bangladesh, les employés sont considérés comme des marchandises jetables et les employeurs respectent rarement leur droit à la syndicalisation.

Les marques internationales, comme Joe Fresh, H & M, Adidas et Children's Place, se soucient minimalement de la sécurité structurelle des manufactures qui

LES CONSOMMATEURS CANADIENS ET DE L'ENSEMBLE DES PAYS DÉVELOPPÉS ONT APPRIS QU'AU BANGLADESH, DES TRAVAILLEURS SOUFFRENT POUR QUE NOUS PUISSIONS ACHETER DES VÊTEMENTS BON MARCHÉ.





fabriquent les vêtements bas de gamme qu'elles vendent. Elles n'en font jamais plus que ce qu'exige la loi.

Les travailleurs et les militants bangladais nous ont priés de ne pas boycotter leur industrie. Ils nous demandent plutôt de les aider à se syndiquer. Soyons solidaires de ceux et celles qui se battent pour assurer aux travailleurs bangladais du prêt-à-porter des conditions de travail sécuritaires, un salaire décent, des avantages sociaux et l'accès aux services dont ils ont besoin pour vivre dans la dignité. Soutenons leurs efforts de syndicalisation et exerçons des pressions sur les gouvernements du Canada et du Bangladesh pour des politiques commerciales plus respectueuses et un renforcement des normes de construction et des droits des travailleurs.

La tournée Frontlines COLOMBIE 2015

En Colombie, les droits syndicaux font l'objet d'attaques constantes. Le taux de syndicalisation atteint à peine les trois à quatre pour cent. En 2015, des représentants du SCFP étaient membres de la délégation qui s'est rendue en Colombie dans le cadre de la tournée Frontlines. Durant leur séjour de douze jours, deux syndicalistes colombiens ont été assassinés. La Colombie se maintient au premier rang des endroits les plus dangereux pour les militants syndicaux.

Cette tournée de solidarité avec les mouvements syndicaux et sociaux colombiens était une initiative du Syndicat canadien de la fonction publique, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, de l'Alliance de la fonction publique du Canada et du Syndicat national

des employés généraux du secteur public.

Buenaventura a la réputation d'être la ville la plus violente en Colombie. Elle abrite le port le plus important du Pacifique. Par conséquent, elle subit les contre-coups de nombreux accords de libre-échange. Grâce au partenariat entre le SCFP et NOMADESC, la délégation a pu rencontrer plusieurs chefs communautaires afro-colombiens, ainsi que des membres des communautés de Buenaventura et des environs.

Dans une des communautés visitées, les gens vivent au bord de l'eau, dans de simples maisons de bois sur pilotis. Ils survivent grâce à la pêche. Ils sont très attachés à leur territoire, que leurs familles occupent depuis plus de 200 ans. En raison des accords de libre-échange, dont celui conclu avec le Canada, le gouvernement

TOURNÉE FRONTLINES, COLOMBIE

colombien a l'intention d'agrandir le port de Buenaventura. Il compte aussi prolonger une autoroute à travers plusieurs communautés afro-colombiennes. Ces dernières années, on constate une flambée de violence dans cette région, dont des assassinats et d'horribles mutilations.

Les communautés autochtones visitées se battent pour conserver leur territoire et leurs droits. En Colombie, il y a 102 nations autochtones qui totalisent 1,3 million d'habitants. Ces nations ont été touchées de manière disproportionnée par le conflit armé qui sévit dans ce pays parce que les ressources naturelles se trouvent sous leurs terres. On sait que 70 pour cent de ces terres ont été données aux compagnies minières (dont certaines du Canada) ou sont sur le point de l'être, le tout sans consultation. Les communautés craignent pour leur eau, leurs plantes médicinales, leurs moyens de subsistance et leurs sites sacrés.

En participant à cette délégation, nous avons pu constater le combat que doivent mener les Colombiens et l'importance du travail de solidarité du SCFP en Colombie.

60^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCF60) NEW YORK 2016

En mars, des représentantes du SCFP ont participé à la 60^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCF60), à New York. Au total,

160 syndicalistes provenant de 34 pays étaient présentes.

Cette rencontre a permis de constater qu'il existe des luttes communes aux travailleuses canadiennes et à celles des pays en développement, mais aussi des différences entre ces luttes. Judi Taguiwalo de l'Alliance of Concerned Teachers, une organisation philippine partenaire du SCFP, a parlé des conditions de travail et des conditions d'apprentissage dans les écoles qui se détériorent en raison du colonialisme, du patriarcat et du capitalisme mondial. Kalpona Akter du Centre de solidarité avec les travailleurs du Bangladesh, un autre partenaire du SCFP, a décrit comment, âgée de 16 ans, elle a syndiqué les 1500 travailleuses de sa manufacture.

Plusieurs déléguées ont fait le lien entre le droit à l'égalité entre les hommes et les femmes et la lutte au colonialisme, au racisme, à la discrimination fondée sur la capacité physique, à l'homophobie et aux autres systèmes d'oppression. Allison Julien de l'Alliance des travailleurs domestiques a rappelé l'héritage esclavagiste pour expliquer que les travailleurs domestiques américains n'ont pas droit aux protections dont bénéficient les autres travailleurs. Dans une session sur les femmes arabes

et le droit à la paix, des déléguées ont souligné l'ingérence étrangère, l'islamophobie et les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord comme facteurs négatifs.

Si les déléguées des divers mouvements sociaux ont pu tisser des liens, certaines femmes marginalisées ont été incapables de participer à la CCF60.

Le fait saillant de la semaine a été sans contredit la manifestation #JusticeForBerta, où des centaines de personnes ont protesté contre les récents assassinats d'environnementalistes autochtones au Honduras. Comme plusieurs voix dans le monde, le SCFP appuie la tenue d'une enquête indépendante, en plus de réclamer du gouvernement hondurien qu'il assure la protection des défenseurs des droits de la personne. Berta Cáceres et des centaines d'autres militants ont été assassinés parce qu'ils défendaient les terres contre les puissants intérêts des secteurs minier, agricole et hydroélectrique, ainsi que du domaine des infrastructures.

Le SCFP était représenté à la CCF60 par Brittany Lambert de la section locale 2722 (Oxfam) et Irene Jansen, conseillère en matière d'égalité au bureau national.



CCF60 — NEW YORK, MARS 2016



RÉUNION DES DIRIGEANTS DE L'ISP ET DE L'AFSCME

Protéger l'intérêt public contre la privatisation et la sous-traitance **WASHINGTON 2015**

L'austérité et la privatisation ont de graves répercussions à travers la planète. L'Internationale des services publics (ISP) a convié des dirigeants syndicaux internationaux à une rencontre afin de s'entendre sur les moyens à utiliser pour lutter contre la tendance actuelle à la privatisation partout dans le monde.

Cette rencontre a eu lieu à Washington en décembre 2015. Des dirigeants syndicaux du Canada, dont du SCFP, des États-Unis, du Mexique, de l'Argentine, du Brésil, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Suède, de la Norvège, du Ghana, de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Japon étaient présents. Les diverses stratégies de riposte en usage dans le monde ont notamment fait l'objet de discussions.

Il est important de s'attaquer systématiquement à la privatisation en modulant les tactiques selon qu'on s'adresse à des syndicalistes, au grand public, à la classe politique, à la haute finance ou aux médias.

Des sessions avec des représentants du Fonds monétaire

international, de la Banque mondiale et des départements américains du Trésor, du Travail et d'État étaient aussi au programme.

Plusieurs actions collectives ont été proposées. Les dirigeants syndicaux ont mis l'accent sur l'importance d'adopter des priorités réalistes et ciblées. Ils se sont d'ailleurs engagés à poursuivre leur collaboration au cours des prochains mois afin d'augmenter la capacité de l'ISP et de ses membres à faire campagne contre la privatisation.

IL EST IMPORTANT DE S'ATTAQUER SYSTÉMATIQUEMENT À LA PRIVATISATION EN MODULANT LES TACTIQUES SELON QU'ON S'ADRESSE À DES SYNDICALISTES, AU GRAND PUBLIC, À LA CLASSE POLITIQUE, À LA HAUTE FINANCE OU AUX MÉDIAS.



DES CENTAINES DE GRANDS-MÈRES OUGANDAISES RÉUNIES POUR LE PREMIER RASSEMBLEMENT NATIONAL.

Partenariat transpacifique (PTP) MEXIQUE 2016

En janvier 2016, des représentants de groupes de la société civile et de syndicats, dont le SCFP, des militants et des législateurs des trois Amériques se sont rencontrés à Mexico afin d'intensifier la lutte au Partenariat transpacifique (PTP).

Cet accord commercial aux vastes implications regroupe 12 pays qui totalisent 40 pour cent du commerce mondial. Comme tous les accords de libre-échange, le PTP confère des droits et des protections aux plus riches entreprises du monde, au détriment des travailleurs et de l'environnement. Le PTP va faciliter la privatisation, abaisser les salaires et augmenter le coût des soins de santé et de

l'éducation. Il va aussi limiter la capacité des gouvernements de protéger leurs citoyens et l'environnement, en plus d'accorder à l'entreprise privée le droit de poursuivre les gouvernements nationaux dont les politiques nuisent à leurs profits.

Depuis la rencontre de Mexico, les groupes de la société civile des trois Amériques ont mis en œuvre un plan d'action coordonné. Quatre axes sont priorités : l'éducation, la mobilisation, le lobbying et la contestation judiciaire.

Au Chili, au Pérou et aux États-Unis, la mobilisation commence déjà à porter des fruits. Avec les pertes massives d'emplois et l'accroissement des inégalités provoqués par l'ALÉNA, ainsi que le déraillement de l'Accord de libre-échange des Amériques, une

victoire obtenue en 2005, on sent une grande détermination à faire passer la lutte contre le PTP à la vitesse supérieure.

Le gouvernement canadien a signé le PTP en février 2016, sans mener les consultations rigoureuses promises par les libéraux en campagne électorale. Le PTP doit encore être entériné par le Parlement. Heureusement, le mouvement d'opposition s'intensifie au Canada, ce qui pourrait forcer le gouvernement à rejeter l'accord.

Réunion sous-régionale de l'ISP pour l'Amérique du Nord OTTAWA 2016

À travers les Amériques, les travailleurs et leurs familles font face à de grands défis. Les attaques contre les droits syndicaux se multiplient, particulièrement dans le secteur public, et aucun pays n'est épargné.

Des représentants des syndicats canadiens et américains affiliés à l'ISP se sont réunis pendant deux jours pour discuter de l'évolution des conditions dans nos syndicats et pays respectifs. Les droits du travail, les accords de libre-échange, la privatisation, la justice fiscale et la lutte à la corruption ont été abordés.

Un exposé sur l'investissement des fonds de retraite dans les infrastructures et les PPP a généré un vif débat. Notre lutte pour obtenir des régimes de retraite pour nos membres et l'utilisation des fonds de ces régimes pour financer des projets que nous désapprouvons, comme les PPP, n'est en effet pas compatible.

Rassemblement national des grands-mères en Ouganda ENTEBBE-UGANDA 2015

En octobre 2015, le premier Rassemblement national des grands-mères de l'Ouganda s'est tenu à Entebbe. Pour les femmes

plus âgées qui ont été touchées de diverses manières par le VIH et le sida, il s'agissait d'une occasion sans précédent de parler de leur expérience, de partager leurs solutions novatrices pour lutter contre la pandémie et de revendiquer collectivement le respect des droits garantis par la constitution ougandaise, mais qui sont trop souvent bafoués.

Aux grands-mères ougandaises se sont jointes des délégations de Kenyanes et de Sud-Africaines, ainsi que 22 grands-mères canadiennes qui représentaient les milliers de membres que compte la campagne *Grandmothers to Grandmothers* de la Fondation Stephen Lewis. Le SCFP était représenté par la conseillère nationale Veriline Howe et par la directrice générale des services nationaux Daria Ivanochko.

Les grands-mères ont passé les deux premières journées en ateliers pour débattre des problèmes qui affectent leurs communautés. Pour la dernière journée, elles sont descendues dans les rues d'Entebbe pour réclamer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux terres, à la représentation juridique et à la protection contre la violence et le vol. Dans la déclaration de clôture, les grands-mères ougandaises ont exhorté le gouvernement, le secteur privé, la société civile, les médias, les agences de l'ONU et la communauté internationale à soutenir leur vision collective d'un avenir où leurs petits-enfants et leurs communautés pourraient s'épanouir et enfin tourner la page sur les ravages causés par le sida.



MANIFESTATION CONTRE LE PTP, MEXICO

LA CAMPAGNE GRANDMOTHERS TO GRANDMOTHERS DE LA FONDATION STEPHEN LEWIS





CONTEXTE MONDIAL ET NÉGOCIATIONS LOCALES

FAIRE AVANCER L'IDÉE D'UNE PAIX JUSTE

Amorcée en mars 2011, la guerre civile en Syrie a fait neuf millions de réfugiés. Ils sont plus de trois millions à s'être installés dans les pays voisins, soit la Jordanie, le Liban et la Turquie. Six millions cinq cent mille personnes ont aussi été déplacées à l'intérieur de la Syrie. Selon l'ONU, plus de la moitié des 23 millions de personnes qui habitaient la Syrie au début de la guerre ont besoin d'une aide humanitaire immédiate.

En 2015, le Conseil exécutif national du SCFP a adopté une résolution qui engage le syndicat à : **réclamer, de concert avec les défenseurs des droits des réfugiés, des changements à la politique d'immigration et de réfugiés afin d'éliminer les barrières restrictives et bureaucratiques mises en œuvre par le gouvernement conservateur pour limiter l'entrée de réfugiés au Canada.**

Le Liban, qui compte cinq millions d'habitants, a accueilli 1,4 million de réfugiés, ce qui représente près du quart de sa population. Cet afflux exerce une pression énorme sur ses infrastructures et ses services sociaux, sans que cela n'attire l'attention des médias de la planète. Ces derniers se concentrent surtout sur le petit nombre de personnes qui décident de traverser la mer Méditerranée au péril de leur vie afin d'atteindre les rives de l'Europe et d'y demander l'asile. Nous avons tous vu l'horreur

de ces cadavres que la marée a emportés sur les berges européennes, pendant que certains états de l'Union européenne, notamment la Hongrie et la Slovénie, fermaient leurs frontières.

Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, « les réfugiés qui fuient cinq ans de conflit doivent surmonter des obstacles de plus en plus grands pour trouver la sécurité, alors que la solidarité internationale manifestée envers ces victimes ne correspond pas à l'ampleur et à la gravité de cette tragédie humanitaire ». La guerre civile en Syrie revêt une importance géopolitique stratégique pour les superpuissances de la planète, dont les États-Unis, qui interviennent militairement et diplomatiquement, en préconisant une issue au conflit qui n'est pas dans l'intérêt des Syriens, y compris sur le plan de la sécurité.

Après les élections d'octobre, le gouvernement canadien s'est engagé à accueillir 25 000 réfugiés syriens en 2016. En février, il a annoncé qu'il mettrait « fin à la mission de combat du Canada en Irak et en Syrie pour recentrer les efforts canadiens dans la région sur la formation des forces locales et le soutien humanitaire ». Ces annonces constituent des pas dans la bonne direction, car elles contribuent à la résolution de cette crise humanitaire. Le mouvement syndical canadien doit maintenir la pression sur le gouvernement fédéral pour faire progresser l'idée d'une paix juste en Syrie.

Le SCFP s'est engagé à soutenir le Fonds d'aide aux réfugiés syriens

NOS ACTIONS DANS LE MONDE 2015-2016

CANADA

Lettre au ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, John McCallum, à propos de l'affaire Deepan Budlakoti.

Lettre au ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale, pour exprimer notre inquiétude face à la volonté du Canada de déporter Mohamed Harkat en Algérie où il risque d'être torturé. Ce réfugié au sens de la convention des Nations Unies fait l'objet d'un certificat de sécurité controversé.

ÉTATS-UNIS

Commission de la condition de la femme des Nations Unies à New York du 14 au 24 mars 2016.

MEXIQUE

11^e conférence régionale interaméricaine de l'ISP à Mexico du 20 au 24 avril 2015.

CUBA

Message de solidarité à la secrétaire générale du SNTAP, Maria Iglesia Suarez, à l'occasion de son 1^{er} congrès national.

Projet : renforcer la solidarité entre le syndicat du secteur public cubain (SNTAP) et le SCFP.

HONDURAS

Lettre au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, condamnant l'assassinat de Berta Cáceres.

Lettre à l'ambassadrice du Mexique à Tegucigalpa au Honduras, Dolores Jimenez Hernandez, condamnant l'assassinat de Berta Cáceres. Elle a aussi été transmise au ministre des Affaires étrangères du Honduras.

Projet : accroître le pouvoir des travailleuses des maquilas de l'Amérique centrale en renforçant le Réseau centroaméricain (CODEMUH).

Projet : accroître le pouvoir des travailleuses des maquilas en matière de santé-sécurité au travail (CODEMUH).

NICARAGUA

Projet : défense des droits au travail et du droit à l'égalité des travailleuses des maquilas (MEC).

COLOMBIE

Lettre au président de la Colombie, Juan Manuel Santos, pour exprimer notre inquiétude au sujet de la détention de Feliciano Valencia à La Augustina, Cauca.

Lettre au président de la Colombie, Juan Manuel Santos, pour exprimer notre inquiétude quant à la sécurité de la directrice de NOMADESC, Berenice Celeita.

Tournée Frontlines en Colombie du 7 au 19 juillet 2015.

Projet : défense des droits de la personne pour l'élaboration de politiques en vue d'établir une paix profonde, globale et participative dans le sud-ouest de la Colombie (NOMADESC).

Projet : mobilisation communautaire contre la privatisation de l'eau (SINTRACUAVALLE).

FRANCE

Négociations sur les changements climatiques aux Nations Unies (COP21) du 30 novembre au 10 décembre 2015.

OUGANDA

Rassemblement national des grands-mères du 5 au 7 octobre 2015.

IRAN

Lettre au président de la République islamique d'Iran, Hassan Rouhani, pour exprimer notre inquiétude quant au sort du secrétaire général de l'ITTA, Esmail Abdi.

Lettre au guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Sayed 'Ali Khamenei, à propos du mouvement des travailleurs en Iran et de la condamnation à mort de Shahkogh Zamani.

BANGLADESH

Délégation syndicale au Bangladesh du 2 au 12 février 2016.

PHILIPPINES

Lettre au président des Philippines, Benigno C. Aquino III, pour exprimer notre inquiétude face aux attaques perpétrées contre des syndicalistes du secteur public, des organisateurs et des membres du personnel national de COURAGE.

Message de solidarité à COURAGE à l'occasion de son 10^e congrès annuel.

Message de solidarité au président national de LEAGUE, Erwin Lanuza, à l'occasion de son 1^{er} congrès national.

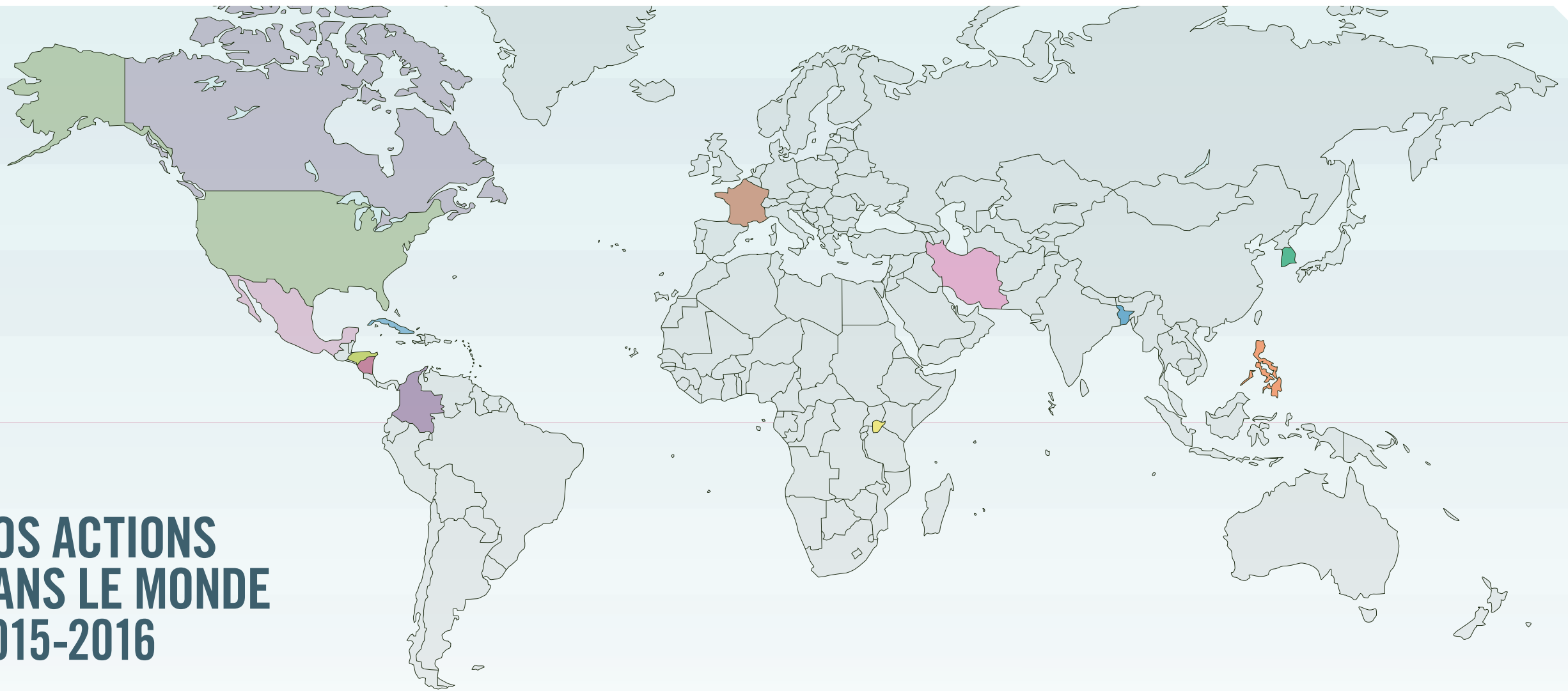
Projet : renforcer la solidarité entre l'Alliance of Concerned Teachers et le SCFP afin de bâtir un syndicalisme populaire dans le secteur de l'éducation.

Projet : renforcer la solidarité entre COURAGE et le SCFP afin de défendre les droits de la personne aux Philippines.

CORÉE DU SUD

Lettre à la présidente de la République de Corée, Park Geun-hye, à propos de la répression des syndicats et du mépris du droit de manifester pacifiquement et de la liberté d'association en Corée du Nord.

Lettre à l'ambassadeur de la Corée du Sud, Daeshik Jo, à propos de la tentative de descente policière dans les bureaux du Syndicat des travailleurs des services publics et des transports coréens.





RASSEMBLEMENT NATIONAL DES GRANDS-MÈRES EN OUGANDA

du Congrès du travail du Canada géré par le Conseil canadien pour les réfugiés. Notre syndicat continuera aussi à dénoncer le militarisme canadien et la participation canadienne aux agressions militaires injustes à l'étranger.

LE SCFP CONTINUE SA LUTTE CONTRE LE LIBRE-ÉCHANGE SUR LE FRONT CANADIEN

Le libre-échange demeurera à l'ordre du jour du gouvernement canadien pour les prochaines années. L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Europe et le Partenariat transpacifique (PTP) sont signés et le processus de ratification est en cours. L'Accord sur le commerce des services (ACS), une autre entente qui risque de menacer encore davantage les services publics, devrait être finalisé cette année.

Le SCFP travaillera de concert avec le Réseau pour le commerce juste, Common Frontiers et l'Internationale des services publics

pour lutter contre ces accords commerciaux.

Contrairement aux promesses électorales des libéraux, les consultations du nouveau gouvernement à propos du PTP n'ont rien de transparent. C'est pourquoi le SCFP, avec l'aide de ses partenaires, travaille à convaincre davantage de citoyens d'exprimer leurs préoccupations face aux menaces que le PTP fait planer sur les services publics, la souveraineté canadienne et la liberté sur Internet, entre autres.

Récemment, le SCFP a organisé une conférence où le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a qualifié le PTP de « pire accord commercial de l'Histoire ». En outre, nous lançons une campagne qui encourage les municipalités à adopter une résolution exprimant leurs inquiétudes face au PTP, particulièrement quant aux conséquences du système de règlement des différends entre investisseurs et États (SRDIÉ) sur la capacité des gouvernements de légiférer dans l'intérêt de la population et de l'environnement.

Des fuites de documents confirment que le PTP contient un SRDIÉ. De telles clauses sont prévues dans des milliers d'accords sur

les investissements ou de libre-échange. Elles sont utilisées par les multinationales des pays riches pour poursuivre les gouvernements qui prennent des décisions qui nuisent à leurs profits. Le Canada est déjà le pays développé qui fait face au plus grand nombre de poursuites en raison du SRDIÉ contenu dans l'ALÉNA. Le PTP ne fera qu'accroître le nombre d'investisseurs étrangers qui pourront entreprendre des poursuites.

Même si le gouvernement canadien a déclaré qu'il compte entériner l'AÉCG et le mettre en œuvre rapidement, la bataille n'est pas perdue. Nous travaillons avec nos partenaires d'ici et d'ailleurs pour maintenir la pression et accroître le nombre de citoyens et d'élus qui, tout particulièrement en Europe, s'opposent à toute forme de SRDIÉ.

Tendance mondiale : des régimes de retraite encouragent la privatisation

Plusieurs signaux contenus dans le premier budget du gouvernement Trudeau indiquent que la privatisation des infrastructures, préconisée par les gouvernements néolibéraux, se poursuivra de plus belle. Le gouvernement a en effet annoncé son intention de permet-

tre aux régimes de retraite du secteur public d'investir massivement dans un véritable programme canadien de privatisation. Dans les faits, plusieurs régimes de retraite canadiens possèdent déjà des parts importantes dans des infrastructures publiques (aéroports, routes, ports, services d'eau et d'eaux usées) un peu partout dans le monde.

À première vue, cela peut sembler une bonne idée que des régimes de retraite de travailleurs investissent dans les infrastructures dont nous avons tant besoin. Or, par le passé, ces régimes investissaient dans les infrastructures publiques en achetant des obligations d'État à long terme. Malheureusement, les régimes de retraite servent de plus en plus de sources de financement à des partenariats public-privé (PPP) qui confient la propriété, le contrôle et la gestion des infrastructures publiques à des entreprises qui cherchent à faire des profits.

Selon le budget fédéral de mars 2016, le gouvernement prévoit investir 120 milliards de dollars dans les infrastructures au cours des dix prochaines années. Dans le cadre de ce plan, il propose de « mobiliser les régimes de retraite publics » pour financer

des infrastructures, notamment grâce au « recyclage d'actifs », un euphémisme qui signifie « privatisation ».

Ce changement de cap dans les politiques canadiennes traduit une tendance mondiale à la privatisation des infrastructures. Ce phénomène a pris énormément d'ampleur depuis quinze ans et les régimes de retraite canadiens sont à l'avant-scène. Bénéficiant d'une bonne image publique, les grands régimes de retraite canadiens ont réussi à prendre le contrôle d'aéroports, de ports, de systèmes d'eau, de chemins de fer, de réseaux électriques et d'un large éventail d'autres actifs publics.

Dans la plupart des cas, les régimes de retraite qui gèrent les salaires différés des travailleurs sont utilisés pour financer la privatisation.

Le SCFP lutte avec acharnement contre la privatisation sous toutes ses formes, y compris lorsque les régimes de retraite des membres du SCFP cherchent à en profiter. Dans certains cas, nous avons utilisé nos représentants sur les comités de gestion des régimes pour nous opposer à ces ententes ou les restreindre, et ce, avec succès. Toutefois, la vente d'actifs

et d'infrastructures publiques est une idée politique qui doit être ultimement combattue dans l'arène politique.

Le SCFP suit les développements de cette tendance à l'international. Il compte aussi collaborer avec ses collègues du mouvement syndical international afin de renforcer la lutte à la privatisation. Par exemple, UNISON, notre syndicat frère au Royaume-Uni, vient de demander au gouvernement britannique de renoncer à utiliser les régimes de retraite des fonctionnaires comme « capital de remplacement dans les programmes de privatisation de l'État ». Comme le SCFP, UNISON réclame plutôt que tout changement à la politique d'investissement de ces régimes se fasse « dans l'intérêt des cotisants ».

Les régimes de retraite des travailleurs ne doivent pas être utilisés pour financer la privatisation, que ce soit chez nous ou à l'étranger. Le SCFP s'est engagé à veiller à ce que nos régimes de retraite servent au renouvellement et à l'entretien des infrastructures publiques. Nous travaillons aussi à garantir et à renforcer l'accessibilité et la propriété publique de ces infrastructures.



LA PLUS GRANDE PART DU TRAVAIL DU SCFP EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EST RÉALISÉE EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES DE PARTOUT SUR LA PLANÈTE.

PROJETS AVEC NOS PARTENAIRES

← GRANDS-MÈRES OUGANDAISES

HONDURAS

La violence et l'impunité demeurent la règle au Honduras. La violence envers les femmes continue d'augmenter, tout comme la violence et l'intimidation envers les militants, notamment ceux qui luttent pour la préservation des terres.

En mars 2016, la militante écologiste et cofondatrice du Conseil des peuples autochtones du Honduras (COPINH), Berta Cáceres, a été assassinée à Rio Blanco, sa ville natale, en raison de son travail auprès des citoyens de cette communauté qui s'opposent à l'érection d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Gualcarque. Selon l'enquête préliminaire, on tente de maquiller cet assassinat en privilégiant la thèse du conflit interne au sein du COPINH. Cela en dit long sur la répression et la criminalisation de la dissidence pratiquées au Honduras. Le meurtre de Berta Cáceres est survenu alors que la Commission interaméricaine des droits de la personne avait ordonné au gouvernement hondurien d'assurer la sécurité de la militante. Le gouvernement hondurien a fait fi de cette obligation.

Santé-sécurité au travail

Le SCFP travaille avec le Collectif des femmes honduriennes (CODEMUH) pour mettre fin aux pratiques qui contreviennent aux droits de la personne, au droit à l'égalité entre les hommes et les femmes et aux droits au travail

des employées des maquilas honduriennes. Une maquila est une manufacture appartenant à des étrangers où des employés sous-payés assemblent des pièces importées et dont les produits finis sont exportés. Le CODEMUH concentre ses efforts sur la santé-sécurité et le filet social au travail. Ses travaux de recherche et ses démarches politiques visent à amener un changement systématique à l'échelle nationale. Le CODEMUH fournit aussi de l'accompagnement juridique et médical aux travailleuses victimes d'accidents de travail ou dont les droits au travail ont été violés.

Avec l'aide d'un expert en santé-sécurité au travail dans l'industrie des maquilas, le CODEMUH a fourni des services médicaux à une trentaine de travailleuses souffrant de blessures et de maladies musculo-squelettiques. En plus de leur offrir des soins, le CODEMUH a pu démontrer scientifiquement la relation entre les conditions de travail dans les maquilas et diverses blessures et maladies musculo-squelettiques.

L'organisme a obtenu des accommodements permanents pour les travailleuses affectées. En outre, l'Institut hondurien de la sécurité sociale a reconnu l'existence d'autres blessures musculo-squelettiques dues au travail, ce qui permet aux travailleuses affectées de recevoir des prestations d'invalidité. Il s'agit d'une grande victoire.



**KALPONA AKTER
DU CENTRE DE
SOLIDARITÉ AVEC
LES TRAVAILLEURS
DU BANGLADESH
AVEC DES
REPRÉSENTANTS
SYNDICAUX
CANADIENS EN
TOURNÉE AU
BANGLADESH.**

◀ **TOURNÉE SYNDICALE, BANGLADESH**

NICARAGUA – Défendre les droits au travail et à l'égalité des travailleuses des maquilas (MEC)

En janvier 2016, le gouvernement du Nicaragua a haussé le salaire minimum de huit pour cent dans la zone franche. Cette hausse attendue depuis longtemps était nécessaire, le taux d'inflation se situant à 5,85 pour cent. En 2015, un gel salarial a été imposé dans le secteur des maquilas, alors que les salaires avaient augmenté dans d'autres secteurs. Les femmes constituant 75 pour cent de la main-d'œuvre des maquilas, il s'agit d'un cas classique de discrimination systémique envers les femmes.

Le SCFP soutient le Mouvement Maria Elena Cuadra (MEC), qui s'efforce d'accroître la capacité des travailleuses à défendre leurs droits de la personne et leurs droits au travail. Pour atteindre son but, le MEC propose du soutien juridique en matière de droits au travail et de droit à l'égalité entre les hommes et les femmes par le biais d'une clinique juridique et d'activités d'éducation et d'organisation auprès des travailleuses et des militantes.

Le MEC est une organisation remarquable qui profite d'une belle visibilité nationale et régionale au Nicaragua et en Amérique centrale. Issu d'un petit groupe de femmes qui œuvraient clandestinement et dont les efforts en vue d'améliorer les conditions de travail dans les maquilas étaient réprimés violemment, le MEC est devenu un organisme national respecté, fréquemment

sollicité par les médias et capable de représenter les intérêts de milliers de travailleuses en traitant directement avec les représentants du ministère du Travail et de la Commission nationale des zones franches.

Cette année, la clinique juridique du MEC s'est occupée de 3000 dossiers de violation des droits au travail dans les secteurs des maquilas, des services et de l'aide domestiques. Il a fourni des services juridiques dans des dossiers de violence envers les femmes et il a aidé des femmes à faire respecter les ordonnances de versement de pension alimentaire pour leurs enfants. Ces services sont tous offerts gratuitement. En outre, le MEC cherche à prévenir les abus à la source en sensibilisant les travailleuses à leurs droits. Cette année, il a distribué plus de 10 000 manuels sur l'ABC des droits au travail.

COLOMBIE – Défendre les droits de la personne et favoriser la paix dans le sud-ouest du pays (NOMADESC)

Le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont en pleines négociations de paix. Malheureusement, les violations des droits de la personne et des droits sociaux, économiques et culturels se poursuivent.

Le SCFP soutient NOMADESC, un organisme qui cherche à renforcer les mouvements sociaux populaires du sud-ouest de la Colombie en proposant un processus de paix global et participatif. Les communautés populaires profitent du



RASSEMBLEMENT NATIONAL DES
GRANDS-MÈRES EN OUGANDA

travail effectué par NOMADESC : éducation, recherche, soutien juridique, campagnes populaires et représentation.

Malgré les progrès réalisés sur le chemin de la paix, le nombre de violations des droits de la personne demeure très élevé. NOMADESC fait état de violences constantes perpétrées par les groupes paramilitaires et criminels, les forces armées gouvernementales et les forces rebelles. En outre, l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, les grands projets d'infrastructure et le contrôle des routes servant au trafic de stupéfiants forcent des communautés à se déplacer constamment.

La nouvelle Université inter-culturelle des peuples fondée par NOMADESC sert bien l'objectif de l'organisme qui consiste à éduquer et à accroître le pouvoir des communautés. Des membres des divers mouvements sociaux et des citoyens s'y rassemblent pour discuter de leurs luttes pour la justice sociale, s'outiller pour défendre leurs droits, planifier des actions afin de s'attaquer aux

violations des droits de la personne et se faire entendre dans le cadre du processus de paix. L'organisme fournit aussi de l'aide juridique dans les communautés, notamment des services-conseils pour des cas de violation des droits de la personne. Le SCFP souhaite sensibiliser la population canadienne à ce qui se passe en Colombie, au rôle des sociétés canadiennes et du gouvernement canadien là-bas, ainsi qu'à l'importance de la solidarité internationale.

COLOMBIE – Appuyer les communautés qui défendent l'eau publique (SINTRACUAVALLE)

Le gouvernement colombien poursuit la promotion de son programme *L'eau pour la prospérité* qui consiste à vendre les infrastructures publiques d'eau au privé. En Colombie, la menace de privatisation est constante. Pire, les nombreux accords de libre-échange signés par le gouvernement depuis 2012 ont accéléré la privatisation. Par exemple, le gouvernement colombien a

vendu sa participation majoritaire dans ISAGEN, la société d'État qui produit de l'hydroélectricité, à la société canadienne Brookfield Asset Management. Le gouvernement est allé de l'avant malgré les protestations généralisées et des allégations de corruption entourant la transaction. Les opposants au plan néolibéral du gouvernement subissent aussi des menaces et des attaques.

SINTRACUAVALLE, le syndicat des employés de la société d'État des eaux ACUAVALLE, a réussi à freiner de nombreuses tentatives de privatisation du système d'eau municipal à Valle del Cauca. La clé de son succès : la sensibilisation de la population à l'importance de l'eau en tant que service public et aux impacts de sa privatisation. Pour gagner l'appui populaire et faire comprendre les répercussions négatives de la privatisation de l'eau, SINTRACUAVALLE tisse des alliances avec le grand public, la société civile, les fonctionnaires et les élus. Le syndicat explique que, par leur travail, ses membres contribuent à rendre l'eau potable accessible pour tous. Enfin, le syndicat sonne l'alarme lorsque

le gouvernement planifie une nouvelle tentative pour privatiser l'eau.

Le SCFP soutient les efforts que déploie SINTRACUAVALLE pour consolider l'appui populaire au service d'eau public dans les municipalités de la région de Valle del Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie. Notre projet cherche à renforcer l'opposition à l'investissement et au contrôle privé des infrastructures par l'entremise de partenariats public-privé. Il cherche aussi à sensibiliser les Canadiens et les encourager à faire preuve de solidarité avec les Colombiens qui revendiquent leur droit à l'eau.

La présidente du syndicat, Margarita López, a reçu de nombreuses menaces de mort en raison de ses efforts pour défendre l'eau en tant que bien public. Elle ne peut pas sortir de chez elle sans gardes du corps. Malgré ces menaces, SINTRACUAVALLE demeure ferme dans sa défense du droit à l'eau pour tous. Le syndicat a l'intention, dans les prochaines années, de tendre la main aux dirigeants municipaux récemment élus pour qu'ils appuient l'eau publique.

CUBA – Accroître la solidarité entre le SCFP et les travailleurs du secteur public cubain (SNTAP)

Depuis plusieurs années, le SCFP collabore avec la section locale havanaise du Syndicat national du secteur public de Cuba (SNTAP-Havana) afin de renforcer les liens de solidarité et la capacité des syndicats cubains à promouvoir l'activité syndicale.

Cuba a récemment modifié ses lois du travail, ce qui crée de nouveaux défis pour les syndicats. L'État cubain a ouvert formellement plusieurs pans de l'économie à l'entreprise privée, y compris aux petites entreprises et aux travailleurs autonomes, en plus de convertir plusieurs sociétés d'État en coopératives de travailleurs. Ces travailleurs conservent la possibilité de s'affilier aux syndicats du secteur public. D'ailleurs, le SNTAP et sa section locale de La Havane s'affairent à recruter des membres. En outre, le gouvernement cubain a permis la participation aux bénéfices pour les employés des entreprises qui génèrent des revenus. Il a aussi

décentralisé la prise de décision. Dans ce contexte en mutation, le programme de formation du SNTAP-Havana est un outil précieux. Les dirigeants syndicaux et les militants doivent en effet s'adapter pour continuer à promouvoir efficacement les droits des travailleurs.

Le SNTAP-Havana fournit aux délégués syndicaux, ainsi qu'aux dirigeants des instances municipales et provinciales, de l'éducation et de la formation sur les lois du travail, la santé-sécurité et la négociation collective.

En 2015-2016, le SNTAP-Havana a commencé à aménager une nouvelle salle de classe dans l'édifice de la centrale syndicale provinciale. Au Canada, l'organisme CoDev collabore avec le SCFP-Colombie-Britannique pour mieux faire comprendre aux membres les problématiques des travailleurs cubains. Des rapports et des présentations leur sont destinés et les membres sont encouragés à participer à des activités à Cuba.

PHILIPPINES – Faire preuve de solidarité avec les travailleurs pour implanter le syndicalisme dans le secteur de l'éducation (ACT)

Ces dernières années, le SCFP aide l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) à mettre en place des syndicats dans le secteur public, partout aux Philippines. L'ACT est devenu le plus grand syndicat de la fonction publique du pays. L'ACT compte 133 910 membres.

Au-delà de l'aide à la syndicalisation et à la négociation collective, l'ACT espère que les campagnes électorales nationales et locales de 2016 mettront un terme, du moins temporairement, à la militarisation qui affecte les Autochtones de l'île de Mindanao. Une trêve permettrait aussi de procéder à l'évaluation du programme scolaire instauré récemment au primaire et au secondaire.

L'ACT est un membre actif du réseau *Sauvons nos écoles*, une coalition de la société civile qui vient en aide aux enseignants et aux élèves des écoles autochtones de Mindanao. Ces derniers ont fui en raison de la militarisation, des menaces, de l'intimidation, du harcèlement et des assassinats de leurs dirigeants et de leurs proches perpétrés par les membres des forces armées philippines et des autres groupes armés qui leurs sont affiliés.

L'ACT craint que le nouveau programme scolaire modifie le système d'éducation des Philippines pour répondre aux

besoins en main-d'œuvre des pays étrangers. Le nouveau programme est axé sur la formation de diplômés semi-qualifiés qui quitteraient les Philippines pour aller travailler ailleurs, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

PHILIPPINES – Faire preuve de solidarité avec les travailleurs de la fonction publique (COURAGE)

La collaboration du SCFP avec la Confédération pour l'unité, le respect et l'avancement de la fonction publique (COURAGE) aux Philippines vise à consolider la campagne municipale et provinciale en cours contre la privatisation du secteur de l'eau.

Les syndicats de la fonction publique, certains législateurs inquiets, des élus locaux et des organismes de la société civile collaborent étroitement afin de dénoncer la privatisation sous toutes ses formes. La solidarité entre travailleurs et communautés s'est resserrée lorsque les travailleurs ont compris qu'ils ne pourraient pas gagner la guerre contre la privatisation à eux seuls. Les syndicats qui ont travaillé de près avec divers organismes populaires ont approfondi leur conscience sociale. Avec le temps, leurs membres ont réalisé qu'il existe un lien étroit entre salaires, sécurité d'emploi et préoccupations syndicales d'un côté et problèmes et luttes de la population de l'autre.

En outre, les employés du secteur public ont compris l'importance d'exercer leur droit à

la syndicalisation, et ce, malgré le risque d'être étiqueté comme opposant au gouvernement.

En avril 2015, les dirigeants de trois syndicats affiliés à COURAGE ont reçu de graves menaces de la part d'hommes non identifiés qu'on croit appartenir aux forces armées philippines et à la police nationale philippine. On les a étiquetés comme membres du Parti communiste des Philippines et on les a intimidés de se rendre aux autorités ou de subir les conséquences de leurs gestes soi-disant anti-gouvernementaux. On a d'abord recensé six cas de menaces directes, de lettres empoisonnées et de visites importunes au domicile des dirigeants syndicaux de l'Autorité nationale du logement, de l'Autorité nationale des aliments, à du ministère du Travail et de l'Emploi et du ministère du Bien-être social et du Développement. Depuis, des membres du personnel et des organisateurs de COURAGE ont eu droit au même traitement.

COURAGE s'est adressé à la Commission des droits de la personne et à la Cour suprême du pays pour demander que les victimes soient placées en détention préventive pour leur propre sécurité. On a aussi réclamé l'intervention de l'Organisation internationale du travail et de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Des organismes internationaux de défense des droits et des syndicats ont condamné les menaces contre la vie et la liberté des victimes.



LA CONFÉDÉRATION POUR L'UNITÉ, LE RESPECT ET L'AVANCEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE (COURAGE) AUX PHILIPPINES VISE À CONSOLIDER LA CAMPAGNE MUNICIPALE ET PROVINCIALE EN COURS CONTRE LA PRIVATISATION DU SECTEUR DE L'EAU.



ALLER DE L'AVANT

La solidarité internationale est un puissant remède contre la peur. Elle donne en effet du courage aux travailleurs qui font face à l'exploitation économique et à l'oppression.

Forts de cette solidarité, les travailleurs n'hésitent pas à riposter. Nous allons continuer à soutenir leurs efforts en vue de créer un monde meilleur, un monde juste et durable économiquement et socialement, un monde qui tient compte des limites de la planète. Notre engagement en ce sens va bien au-delà de 2016. Il s'inscrit dans le long terme.

Le travail du SCFP en faveur de la justice dans le monde est en partie tributaire des contributions financières faites par les sections locales au nom

de leurs membres. Le Fond pour la Justice mondiale est un outil important qui nous permet de mobiliser les travailleurs du Canada et de les mettre en contact avec les travailleurs qui, dans le monde entier, partagent nos combats.

Comme les gouvernements favorisent la privatisation, la libéralisation des marchés et le libre mouvement des capitaux au détriment des droits de la personne et des droits au travail, les travailleurs continuent à unir leurs forces pour défendre les services publics et leur droit à des conditions de travail décentes.

En finançant des projets de solidarité internationale, les membres du SCFP tissent des liens avec des travailleurs du

monde entier qui, comme nous, sont lésés par les politiques néolibérales. C'est pourquoi, au Canada comme à l'étranger, le SCFP défend les droits à un salaire décent, à la sécurité d'emploi, à un milieu de travail sécuritaire, ainsi que l'accès aux services publics abordables et aux ressources essentielles.

Si votre section locale souhaite appuyer le Fonds pour la Justice mondiale du SCFP national et ses projets de solidarité internationale, visitez le scfp.ca/justice-mondiale. Vous pouvez aussi communiquer avec la conseillère du SCFP en matière de solidarité internationale, Kelti Cameron : kcameron@cupe.ca.



NOS DONATEURS

TOURNÉE SYNDICALE, BANGLADESH ▲

Donateurs au Fonds pour la justice mondiale 1^{er} Avril 2015 – 31 Mars 2016

SCFP National

SCFP-Saskatchewan

SCFP-Québec

SCFP-Manitoba

SCFP-Nouvelle-Écosse

SCFP 382 : Conseil d'éducation
du district scolaire n° 61, Victoria,
Colombie-Britannique

SCFP 410 : Conseil de la bibliothèque
publique du Grand-Victoria, Victoria,
Colombie-Britannique

SCFP 1281 : Sections régionales du
Groupe de recherche d'intérêt public
de l'Ontario, Guelph, Ontario

SCFP 1404 : St-Joseph's Villa Home
For The Aged, Hamilton, Ontario

SCFP 1876 : Northside Community
Guest House, North Sydney,
Nouvelle-Écosse

SCFP 2440 : CUSO International,
Ottawa

SCFP 2784 : Arborstone Enhanced
Care, Shannex, Nouvelle-Écosse

SCFP 3012 : Saskatchewan Council
for International Cooperation, Regina,
Saskatchewan

SCFP 3067 : New Dawn Guest Home,
Sydney, Nouvelle-Écosse

SCFP 3260 : Conseil scolaire de l'Île-
du-Prince-Édouard (aides-enseignants)

SCFP 4557 : Kairos Canadian
Ecumenical Justice International,
Ontario

Membres du Comité pour la justice mondiale 2015-2016

Keir Hiscock,
Terre-Neuve-et-Labrador

Jonathan Fourdraine,
Nouvelle-Écosse

Shawna Quinn,
Île-du-Prince-Édouard

Debbie Downey,
Nouveau-Brunswick

Sylvain Allard,
Québec

Safia Gahayr (coprésidente),
Ontario

Daveson Harsaan (membre substitut),
Ontario

Sarah Pentlow,
CUSO-International

Mira Claxton,
OXFAM Canada

Miriam Palacios (membre substitut),
OXFAM Canada

Kathryn Janzen,
CoDev

Zully Trujillo,
Manitoba

José Juárez,
Saskatchewan

Mario Pailamilla,
Alberta

Doug Sprenger (coprésident),
Colombie-Britannique

Tarsam Basī (membre substitut),
Colombie-Britannique

Betty Valenzuela,
SEH

Bill McMullan (membre substitut),
SEH

Denis Bolduc, liaison avec
le Conseil exécutif national

Kelti Cameron, conseillère

